

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

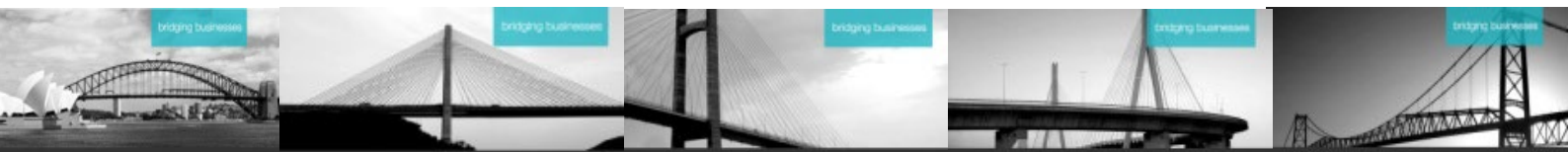
Exercice clos le 31 décembre 2021

FNASCE

Fédération Nationale des Associations Sportives et Culturelles et d'Entraide

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

MTES - MCT
Grande Arche Paroi Sud
92055 LA DEFENSE CEDEX



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FNASCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du nouveau règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'ANC.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

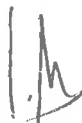
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 mai 2022

Le Commissaire aux comptes

JPA



Pascal ROBERT

BILAN ACTIF

ACTIF	Arrêté Durée.....			Au 31/12/2021 12 mois	au 31/12/2020 12 mois
	BRUT	AMORTISS.	NET		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Matériel industriel	29 135	28 373	762		2 393
Agencement installation	770 871	518 332	252 539		273 155
Matériel mobilier de bureau	38 915	38 915			-1 025
Logiciels	22 153	22 153			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Titres de participations					
Prêts					
ACTIF IMMOBILISE	861 073	607 772	253 300		274 523
ACTIF CIRCULANT					
Stock	3 000		3 000		3 000
Clients et comptes rattachés					
Fournisseurs débiteurs					
Usagers					
Autres créances	85 775		85 775		53 547
Subventions à recevoir					
Autres débiteurs divers					
Produits à recevoir divers	35 749		35 749		17 520
Disponibilités	901 135		901 135		813 892
Charges constatées d'avance					
ACTIF CIRCULANT	1 025 659		1 025 659		887 959
TOTAL ACTIF	1 886 732	607 772	1 278 960		1 162 482

BILAN PASSIF

PASSIF	Arrêté au..... durée.....	Au 31/12/21 12 mois	Au 31/12/21 12 mois
FONDS PROPRES			
Report à nouveau		823 367	733 765
Fonds de réserve			
Résultat de l'exercice		47 102	89 602
Subventions d'équipement			
FONDS PROPRES		870 469	823 367
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques et charges		76 582	104 313
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		76 582	104 313
FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS			48 530
EMPRUNTS			
DETTES (1)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		75 632	85 321
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		197 622	53 142
Fournisseurs factures non parvenues			
Dettes fiscales et sociales		6 019	4 095
Autres dettes		52 636	43 714
Produits constatés d'avance			
TOTAL DETTES		331 909	186 272
TOTAL PASSIF		1 278 960	1 162 482

**ASSOCIATION
FNASCE**

COMPTES DE RESULTAT
du 1er janvier au 31 décembre 2021

	2021	2020	Variation en valeur annuelle
PRODUITS DES ACTIVITES			
Subvention de fonctionnement :	2 451 550	2 479 310	- 27 760
Autres produits gestion courante	41 052	49 385	- 8 333
Autres produits	151 695	122 057	29 638
Reprise de provisions/Fonds dédiés	102 003	50 000	52 003
Total des produits de fonctionnement	2 746 300	2 700 752	45 548
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Achats	21 190	14 472	6 718
Services extérieurs	105 265	88 600	16 665
Autres services extérieurs	1 837 145	1 757 691	79 454
Impôts et taxes	751	793	- 42
Salaires et traitements	18 037	16 868	1 169
Charges sociales	2 242	1 086	1 156
Autres charges	550 249	571 678	- 21 429
Dotations aux amortissements	31 991	32 899	- 908
Dotations aux provisions	128 098	78 473	49 625
Engagement sur subventions	4 582	49 870	- 45 288
Total des charges de fonctionnement	2 699 550	2 612 430	87 120
1. Résultat de fonctionnement	46 750	88 322	- 41 572
Produits financiers	1 201	1 280	- 79
Charges financières	849		849
Résultat financier	352	1 280	- 928
RESULTAT COURANT FONCTIONNEMENT	47 102	89 602	- 42 500
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Autres produits exceptionnels de gestion			-
Produits sur exercice antérieur			-
Quote part subvention investissement			-
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Pénalités et amendes			-
Autres charges exceptionnelles			-
Charges sur exercice antérieur			-
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	-
3 - Résultat exceptionnel	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS	2 747 501	2 702 032	45 469
TOTAL DES CHARGES	2 700 399	2 612 430	87 969
RESULTAT DE L'EXERCICE	47 102	89 602	- 42 500

ANNEXE

Total du bilan : 1 278 960 Euros.

Résultat : 47 102 Euros.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis
Le 31/12/2021

Objet social

- Tisser le lien social de la communauté de travail
- Diffuser parmi les des agents du Ministère et des autres communautés de travail où ils sont affectés, ainsi que leur famille le goût de la pratique de l'éducation physique et des sports
- Promouvoir et développer le sport et la culture par l'organisation de manifestations départementales, régionales, interrégionales, nationales ou internationales
- Promouvoir et développer entre ses membres toute action d'entraide dans les domaines sociaux sportifs, culturels et des loisirs
- Faciliter les rapports entre ces associations et l'administration
- Gérer les moyens dont elle dispose et assurer la défense commune des intérêts des associations
- Réaliser et de susciter la création de structures d'accueil
- Coordonner la gestion des biens de l'État mis à dispositions des associations affiliées
- Introduire le développement durable dans ses actions
- Gérer l'Espace Mémoire du Patrimoine de l'Équipement
- Veiller au fonctionnement déontologique des associations affiliées

L'action de la FNASCE est indépendante de toute considération politique, syndicale, philosophique ou confessionnelle.

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis en conformité avec:

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et méthodes comptables applicables en France, conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, hormis les éventuelles incidences de la première application du règlement ANC n°2018-06
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- . Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

2 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Autres informations significatives

Volontariat associatif

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les plus hauts cadres dirigeants de l'association sont des bénévoles et ne sont pas rémunérés.

Convention de mise à disposition de personnel

Une convention relative à la mise à disposition de personnels relevant du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du Logement auprès de la Fédération Nationale des Associations de Sport, de Culture et d'Entraide est signée tous les quatre ans.

Le renouvellement de la convention a été signée le 05 juin 2019

Au cours de l'exercice le ministère a mis à la disposition de la Fnasce 34 agents affectés d'une part au siège de la Fnasce et d'autre part dans les ASCE affiliées et participant à la mise en œuvre des missions de la Fnasce.

Les coûts relatifs à la mise à disposition de ce personnel doivent faire l'objet d'un remboursement conformément au décret n°85-986 du 16 septembre 1985. Ainsi pour l'exercice 2021 le montant remboursé au ministère s'élève à 1 742 426,18 €.

Bâtiments inscrits à l'actif du bilan

La Fnasce est propriétaire de 4 appartements inscrits à l'actif du bilan selon le principe comptable des coûts historiques pour 760 101 €. La valeur net comptable après amortissement de ces appartements s'élève à 252 539 €.

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Variation des actifs immobilisés

Valeurs Brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo.incorporelles	22 153			22 153
Immo. Corporelles	861 750	10 769	33 599	838 921
Total	883 903	10 769	33 599	861 073

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo.incorporelles	22 153			22 153
Immo. Corporelles	587 227	31 991	33 599	585 619
Total	609 380	31 991	33 599	607 772

Provisions

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour charges	104 313		27 731	76 582
Total	104 313	0	27 731	76 582

Etat des créances

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Immo. Financières			
Actif circulant et charges d'avance	121 524	121 524	
Total	121 524	121 524	

Etat des dettes

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Fournisseurs	197 622	197 622	
Dettes fiscales et sociales	6 019	6 019	
Autres dettes et produits d'avance	75 632	9 792	65 840
Total	279 273	213 433	65 840

Tableau de variation des fonds associatifs

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la cloture
Report à nouveau	733 765	89 602		823 367
Résultat de l'exercice	89 602	47 102	89 602	47 102
Total	823 367	136 704	89 602	870 469